



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°14 – 09 mars 2022

SOMMAIRE

ROYAUME-UNI

- Mesures de soutien pour aider le secteur porcin
- Nouvelle législation afin de faciliter l'utilisation des technologies d'édition génomique sur les plantes dans le cadre de la recherche.
- 25 M£ de subventions pour l'achat de machines agricoles high-tech.
- Autorisation d'urgence de néonicotinoïdes pour traiter les semences de betterave sucrière en Angleterre.
- Influenza aviaire : l'épizootie se poursuit.
- Un accord permet à CF Fertilisers de poursuivre sa production de CO₂ au Royaume-Uni.
- La taxe sur les emballages plastiques entrera en vigueur au 1^{er} avril 2022
- Avec l'aide du gouvernement, la NFU souhaite doubler les exportations de produits laitiers dans les 10 ans à venir.
- Le DEFRA débloque un fonds de 10 millions £ pour la construction de stations animalières dans les postes contrôles frontaliers
- Le Royaume-Uni obtient l'approbation de la prochaine étape de son adhésion au pacte commercial transpacifique (CPTPP)
- Selon un rapport de Co-op Group, les dépenses en œufs de poule élevées en plein air auraient presque triplé au cours de la dernière décennie.
- Hausse des ventes de produits issus de l'agriculture biologique

IRLANDE

- Lancement d'un programme de soutien d'urgence de 7 millions d'euros pour les éleveurs de porcs.
- Programme de soutien aux pêcheurs et aux collectivités côtières afin de s'adapter aux impacts du Brexit.
- Manifestations d'agriculteurs pour protester contre les prix pratiqués par la grande distribution.

- Vers le développement d'une filière semences de pommes de terre en Irlande ?
- Les exportations agroalimentaires irlandaises ont atteint 13,5 milliards d'euros en 2021
- Le nombre de bovins transformés dans les usines irlandaises devrait augmenter de 70 000 têtes en 2022
- Publication d'un plan de licences forestières pour 2022.
- Ouverture de la première partie du régime de subvention à l'investissement pour l'agriculture biologique le 1^{er} février
- Mission de promotion des exportations irlandaises aux Emirats Arabes Unis et en Arabie saoudite

PAYS-BAS

- Azote : la ministre envisage de nouvelles mesures mais tente de rassurer les agriculteurs.
- La NVWA rappelle l'interdiction d'utiliser des « vaccins maison » contre le virus ToBRF.
- Alors que l'épidémie de grippe aviaire se poursuit, les vétérinaires et certains éleveurs se déclarent favorables à l'expérimentation de la vaccination.
- La NVWA a arrêté 4 nouveaux suspects dans le cadre de l'enquête sur une fraude à la viande de poulet
- Risque de pénurie de main d'œuvre : les agriculteurs souhaitent pouvoir recourir à des travailleurs saisonniers hors UE.
- Malgré le Brexit et la pandémie, les exportations agroalimentaires néerlandaises atteignent des records en 2021.
- Selon une association de consommateurs des Pays-Bas, les informations sur l'origine des produits agroalimentaires ne sont pas toujours claires pour le consommateur.
- Approbation européenne d'un additif pour l'alimentation animale permettant de réduire les émissions de méthane.
- L'entreprise néerlandaise PlantLab lève 50 millions d'euros en vue de son expansion internationale
- Protix lève 50 millions pour sa croissance internationale

ROYAUME-UNI

Mesures de soutien pour aider le secteur porcin

Pour tenter de répondre aux difficultés auxquelles le secteur porcin est confronté (manque de CO₂, pénurie de bouchers et baisse de la demande chinoise qui ont conduit à une accumulation de porcs en élevage faute de pouvoir être traités par les abattoirs, et à une baisse du prix du porc), le DEFRA a lancé le *Slaughter Incentive Payment Scheme* (SIPS) pour tenter d'augmenter le débit des abattoirs. Les modifications apportées au programme en janvier et février visent à permettre la mise sur le marché de la viande bénéficiant de ce soutien sur le marché national (pas seulement à l'export ou au stockage privé) mais aussi permettre aux abattoirs d'effectuer plus de quart de travail et permettre la délivrance de visas temporaires pour les bouchers étrangers.

Nouvelle législation afin de faciliter l'utilisation des technologies d'édition génomique sur les plantes dans le cadre de la recherche.

Le 20 janvier, le DEFRA a annoncé une nouvelle législation pour faciliter l'usage des techniques d'édition génomique sur les plantes par les chercheurs. Les plantes ainsi modifiées seront cependant toujours classées comme OGM et la culture commerciale de ces plantes, ainsi que tout produit dérivé, dépendra toujours de la réglementation OGM au Royaume-Uni. Le DEFRA veut notamment accélérer la recherche de

variétés plus résistantes au changement climatique.

25 M£ de subventions pour l'achat de machines agricoles high-tech.

Depuis le 19 janvier, les agriculteurs peuvent prétendre à des financements s'ils investissent dans des nouvelles technologies comme des tracteurs automatiques, des robots pour la récolte, l'épandage ou l'ensemencement, et des robots de traite pour augmenter leur production. Cette subvention fait partie du *Farming Investment Fund*, un programme lancé en novembre par le DEFRA afin d'augmenter la productivité des exploitations, dans le cadre du plan du gouvernement pour la transition agricole.

Autorisation d'urgence de néonicotinoïdes pour traiter les semences de betterave sucrière en Angleterre.

Une autorisation d'urgence d'utilisation d'un néonicotinoïde (Cruiser SB) comme traitement des semences de betterave sucrière a été accordée pour 2022, sous réserve que l'incidence virale atteigne un seuil présentant un danger. Ce seuil a été atteint le 1^{er} mars, les semences peuvent donc être traitées avec ce produit. Pour mémoire, la dérogation accordée en 2020 n'avait pas été utilisée par les betteraviers en raison des conditions climatiques favorables.

Comme dans l'Union européenne, ce néonicotinoïde est interdit au Royaume-Uni pour les traitements en extérieur depuis 2018.

Influenza aviaire : l'épizootie se poursuit.

On compte désormais plus de 80 foyers d'IAHP en Angleterre depuis le début de l'hiver et plus d'une dizaine en Ecosse et au Pays de Galle. La carte détaillée des foyers et des zones de restrictions est disponible [ici](#). A noter qu'un foyer a également été identifié en Irlande du Nord le 8 février (premier foyer depuis novembre 2021).

Un accord permet à CF Fertilisers de poursuivre sa production de CO₂ au Royaume-Uni.

L'entreprise CF Fertilisers, qui produit environ 60 % du CO₂ britannique, avait bénéficié en septembre 2021 d'une aide publique de 20 M£ afin de financer ses coûts de fonctionnement et poursuivre sa production malgré les prix élevés du gaz. En octobre les représentants de l'industrie du CO₂ avaient conclu un accord, valable jusqu'au 31 janvier, fixant un prix minimum d'achat. L'accord conclu le 1^{er} février garantit que l'usine de Billingham poursuive ses opérations pendant au moins trois mois. Le gouvernement a salué la conclusion de cet accord tout en appelant à développer des modes de production du CO₂ moins dépendants de l'approvisionnement en gaz naturel. L'industrie agro-alimentaire s'est également félicitée de la conclusion de cet accord, relevant toutefois qu'il se traduirait certainement par une hausse des prix du CO₂.

La taxe sur les emballages plastiques entrera en vigueur au 1^{er} avril 2022

La taxe sera facturée à un taux de 200 £ par tonne. Elle s'applique aux entreprises qui fabriquent ou importent 10 tonnes ou plus de composants d'emballages plastiques finis au cours des 12 derniers mois et pour les composants d'emballages en plastique contenant moins de 30 % de plastique recyclé.

Avec l'aide du gouvernement, la NFU souhaite doubler les exportations de produits laitiers dans les 10 ans à venir.

Lors d'une visite de terrain du secrétaire d'état pour l'export, la Présidente de la NFU a annoncé ses ambitions de doubler les exportations de produits laitiers du Royaume-Uni au cours de la prochaine décennie et d'ouvrir de nouveaux débouchés sur les marchés internationaux, en s'appuyant notamment sur le développement d'un réseau de conseillers agricoles et des investissements pour développer les marchés export.

Le DEFRA débloque un fonds de 10 millions £ pour la construction de stations animalières dans les postes contrôles frontaliers

Le fonds couvrira les coûts d'investissement éligibles pour la construction de PCF pour les importations d'animaux en provenance des pays de l'UE, à l'exception de la République d'Irlande. Les PCF financés par ce fonds devront être prêts à fonctionner avant le 1^{er} mars 2023 et fonctionner pendant au moins 10 ans.

Le Royaume-Uni obtient l'approbation de la prochaine étape de son adhésion au pacte commercial transpacifique (CPTPP)

Les membres du pacte commercial transpacifique ont accepté que le Royaume-Uni poursuive sa demande d'adhésion au groupe, a annoncé vendredi 18 février le Japon. Le Royaume-Uni devra soumettre aux membres son offre d'accès au marché dans les 30 prochains jours, notamment en matière de droits de douane.

Selon un rapport de Co-op Group, les dépenses en œufs de poule élevées en plein air auraient presque triplé au cours de la dernière décennie.

Le rapport sur la consommation éthique, qui suit les habitudes d'achat des consommateurs depuis 1999, montre que la valeur des ventes d'œufs en plein air a explosé au cours des 10 années de 2010 à 2020. En 2010, les consommateurs ont dépensé un total de 419 millions de livres sterling en œufs de poules élevées en plein air. En 2020, ce chiffre était passé à 1,1 milliard de livres sterling. Selon les auteurs du rapport, cette tendance s'inscrit dans une augmentation globale des « dépenses éthiques » et également un engouement pour les alternatives végétariennes et végétales.

Hausse des ventes de produits issus de l'agriculture biologique

Les ventes britanniques d'aliments et de boissons biologiques ont franchi la barrière des 3 milliards de livres sterling pour la première fois en 2021 (contre 2,5 milliards en 2019)

IRLANDE

Lancement d'un programme de soutien d'urgence de 7 millions d'euros pour les éleveurs de porcs.

Le ministre de l'Agriculture, Charlie McConalogue, a présenté mardi 22 février un [programme de soutien](#) d'urgence de 7 millions d'euros pour les éleveurs de porcs.

L'*Irish Farmers' Association* a remercié le ministre pour l'aide apportée aux éleveurs via ce « geste symbolique », tout en estimant que d'autres mesures sont nécessaires pour sortir le secteur de la crise.

Programme de soutien aux pêcheurs et aux collectivités côtières afin de s'adapter aux impacts du Brexit.

Le programme de soutien aux pêcheurs utilisera une partie des fonds issus de la réserve d'ajustement du Brexit. Le premier volet [annoncé](#) par le ministre le 12 janvier vise à soutenir l'industrie de la pêche irlandaise touchée par des difficultés logistiques concernant l'exportation de crustacés et mollusques vivants ou de produits hautement périssables. Le ministre a également [annoncé](#) le 24 janvier un nouveau programme de 35 millions d'euros visant à rénover et développer les infrastructures des quais et les ports publics des collectivités côtières.

Manifestations d'agriculteurs pour protester contre les prix pratiqués par la grande distribution.

Face aux coûts élevés de production (par exemple le prix des engrais qui a augmenté de 86% en 2021), l'*Irish Farmers Association* demande depuis plusieurs semaines aux distributeurs d'augmenter leurs prix à la vente.

Vers le développement d'une filière semences de pommes de terre en Irlande ?

Conséquence du Brexit, l'importation de semences de pommes de terre destinées à la plantation en provenance de Grande-Bretagne est interdite. L'Irlande, qui importait massivement notamment d'Ecosse, a besoin de plus de 20 000 tonnes de pommes de terre de semence chaque année. Le ministre de l'Agriculture Charlie McConalogue a déclaré que cela offrait « une réelle opportunité pour la relance de la production nationale de semences de pommes de terre. Le ministère de l'agriculture (DAFM) examine actuellement un programme d'investissement pour développer la production nationale de plants de pommes de terre.

Les exportations agroalimentaires irlandaises ont atteint 13,5 milliards d'euros en 2021

Selon les nouvelles données du [rapport 2021/2022](#) de Bord Bia sur les performances et les perspectives d'exportation, l'Irlande aurait exporté pour 13,5 milliards de nourriture et de boissons l'année dernière à destination de plus de 180 pays à travers le monde. Malgré la

pandémie et le Brexit, la valeur des exportations irlandaises d'aliments et de boissons était supérieure de 2 % aux niveaux d'avant la pandémie en 2019. Le secteur laitier reste le secteur principal à l'export, suivi de la viande et du bétail, et des aliments préparés. L'UE est la principale destination, et les exportations vers le Royaume Uni n'ont baissé que très légèrement.

Le nombre de bovins transformés dans les usines irlandaises devrait augmenter de 70 000 têtes en 2022

En 2021, selon l'*Irish food board*, le débit d'abattage avait chuté de 112 000 têtes (-6%) pour atteindre un peu moins de 1,7 million de bovins. Cette année, une augmentation de 70 000 têtes est attendue (+4%). Le nombre de bovins exportés en 2021 a diminué de 7% par rapport aux niveaux d'exportation de 2020 et de 17% par rapport aux chiffres de 2019. Un peu moins de 250 000 bovins ont été exportés d'Irlande en 2021, les exportations de veaux sevrés ayant reculé de 44% en 2021. En revanche, les exportations de bétail vers l'Irlande du Nord ont augmenté de 13% l'année dernière (73 000 têtes). L'*Irish food board* s'attend à une reprise des exportations vers le continent en 2022 en raison de la « faiblesse des approvisionnements en Europe ».

Publication d'un plan de licences forestières pour 2022.

Pour augmenter la plantation d'arbres, le plan du ministère fixe un objectif de 5 200 nouvelles licences pour cette année soit une augmentation de 30% par rapport à 2021.

Ouverture de la première partie du régime de subvention à l'investissement pour l'agriculture biologique le 1^{er} février

Le programme *Organic Processing Investment Grant Scheme* fournit un financement aux transformateurs qui souhaitent investir dans le développement d'installations pour la transformation, la préparation, le classement, l'emballage et le stockage de produits biologiques. Un financement d'un montant de 1,2 million d'euros a été alloué au programme.

Mission de promotion des exportations irlandaises aux Emirats Arabes Unis et en Arabie saoudite

Le ministre de l'Agriculture Charlie McConalogue a dirigé, avec Bord Bia (agence de promotion des produits agroalimentaires irlandais) une mission commerciale du gouvernement irlandais aux Emirats arabes unis et en Arabie saoudite. Aux Emirats, cette mission a permis la signature d'un protocole d'accord sur la coopération dans le domaine de la sécurité alimentaire et un partenariat pour la mise en place d'une campagne de promotion des produits labellisés « Origin Green » (produits certifiés irlandais et durables). En Arabie Saoudite, un accord de principe a été conclu pour lever la restriction pour les exportations de bœuf.

PAYS-BAS

Azote : la ministre envisage de nouvelles mesures mais tente de rassurer les agriculteurs.

L'exploration de nouvelles mesures pour gérer les émissions d'azote a été annoncée le 10 février par la ministre Christianne van der Wal (Azote et Nature) lors d'un débat avec la Chambre des représentants sur la politique de la nature.

La LTO (principal syndicat agricole) rappelle sa position : les objectifs du gouvernement seront difficilement réalisables.

La NVWA rappelle l'interdiction d'utiliser des « vaccins maison » contre le virus ToBRFV.

L'Autorité néerlandaise de sécurité des aliments et des produits de consommation (NVWA) a publié un communiqué de presse dans lequel elle indique avoir découvert que certains producteurs de tomates néerlandais infectent délibérément les plantes avec une "variant léger" du ToBRFV. De cette manière, les producteurs tentent de limiter les dégâts des variants agressifs du virus. La NVWA rappelle que cette protection croisée n'est pas autorisée. Pour mémoire, ce virus est répertorié en tant qu'organisme de quarantaine dans l'Union européenne.

Alors que l'épidémie de grippe aviaire se poursuit, les vétérinaires et certains éleveurs se déclarent

favorables à l'expérimentation de la vaccination.

L'épidémie de grippe aviaire qui sévit depuis octobre 2021 se poursuit aux Pays-Bas, avec près d'une quinzaine de contaminations dans des élevages commerciaux répartis dans tout le pays depuis le mois de février (détails [ici](#)). Plus de 109 000 volailles et canards ont été abattus. La Société royale néerlandaise de médecine vétérinaire (KNMvD – organisation professionnelle des vétérinaires aux Pays-Bas) s'est déclarée favorable au principe de vaccination des volailles, dès que possible. Cette position est soutenue par le Président de la section volailles de la LTO.

La NVWA a arrêté 4 nouveaux suspects dans le cadre de l'enquête sur une fraude à la viande de poulet

La NVWA soupçonne une entreprise de l'est des Pays-Bas, entre autres, de faire passer de la viande de poulet congelée pour d'autres produits tels que le poisson, puis de l'exporter notamment vers des pays d'Afrique. Pour cela, l'entreprise falsifierait les certificats vétérinaires et des documents d'exportation. Trois entreprises ont également été perquisitionnées en Belgique et en Espagne dans le cadre de cette enquête.

Risque de pénurie de main d'œuvre : les agriculteurs souhaitent pouvoir recourir à des travailleurs saisonniers hors UE.

Selon les chiffres de CBS (agence des statistiques), le nombre de postes vacants tout

secteur confondu a atteint un niveau élevé en un temps record au quatrième trimestre de 2021, passant de 92 000 à 387 000 postes vacants. Un sondage réalisé par LTO auprès de plus de 580 employeurs agricoles montre que 84% d'entre eux pensent qu'ils n'auront pas assez de main-d'œuvre cette saison. Cela concerne en particulier l'horticulture sous serre et le secteur des fruits. La LTO demande au gouvernement de trouver une solution afin de permettre l'embauche de travailleurs saisonniers de pays extérieurs à l'UE.

Malgré le Brexit et la pandémie, les exportations agroalimentaires néerlandaises atteignent des records en 2021.

Un rapport de l'université de Wageningen indique qu'en 2021, la valeur des exportations agroalimentaires a atteint le chiffre record de 105 milliards d'euros (+ 9% par rapport à 2020). Ces exportations sont principalement destinées à l'Allemagne (25%), la Belgique (12 %), la France et le Royaume-Uni (8 % chacun). Alors que la valeur des exportations de produits agricoles vers la France a augmenté de 14 % en 2021 par rapport à 2020, les exportations vers le Royaume-Uni ont à peine augmenté (0,4 %), principalement en raison d'une diminution substantielle (35%) de la réexportation de produits agricoles.

Selon une association de consommateurs des Pays-Bas, les informations sur l'origine des produits agroalimentaires ne sont pas toujours claires pour le consommateur.

Selon l'association Consumentenbond, l'étiquetage des produits agroalimentaires contient des informations trop vagues ou trop confuses pour les consommateurs, notamment sur l'origine des produits. L'association dénonce également le fait que l'origine des fruits et légumes en vrac n'est pas toujours claire sur les rayons du supermarché. Dans un contexte européen, elle préconise des règles plus strictes, pour permettre par exemple d'indiquer l'origine de la viande lorsque celle-ci est transformée.

Approbation européenne d'un additif pour l'alimentation animale permettant de réduire les émissions de méthane.

L'Union européenne a approuvé l'utilisation de l'additif alimentaire [Bovaer](#) de l'entreprise néerlandaise DSM, spécialisée dans la nutrition. L'additif permet de réduire de 30 % les émissions de méthane, des vaches laitières. C'est la première fois qu'un additif alimentaire est autorisé dans l'UE pour ses avantages environnementaux. DSM estime le potentiel du marché entre 1 et 2 Md€.

L'entreprise néerlandaise PlantLab lève 50 millions d'euros en vue de son expansion internationale

PlantLab, qui cultive des légumes en intérieur climatisé et par éclairage aux LED, a levé 50 millions d'euros pour des sites de production supplémentaires à l'étranger, notamment en Amérique du Nord et en Europe. L'entreprise possède un site de production à Amsterdam de 15 000 m2 et produit actuellement tomates, concombres, salades et herbes.

Protix lève 50 millions pour sa croissance internationale

Protix produit des aliments pour animaux à partir d'insectes. Quatre investisseurs ont récemment investi un total de 50 millions d'euros dans l'entreprise. Protix souhaite utiliser cet argent pour poursuivre sa croissance internationale et développer de nouveaux produits.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
Rédacteurs : Julie Poirot, Héroïse Pestel avec l'appui des services
économique de Londres, Dublin et La Haye

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr